



2012 : croissance faible pour une année de transformation

Le franc fort, la crise de la dette en Europe et une conjoncture mondiale affaiblie sont trois facteurs qui freinent l'économie suisse. Pour 2012, economiesuisse prévoit une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 0,5 % seulement et une hausse du taux de chômage à 3,6 %. Parmi les branches sous pression figurent celles qui exportent, mais aussi les sous-traitants et le tourisme. La gestion de la crise de la dette au sein de l'UE constitue aussi un défi pour la Suisse.

2011 a été jalonnée de défis pour l'économie suisse – et ils seront encore plus grands en 2012. La pression, créée en particulier par le franc fort, induit un processus de transformation accéléré dans de nombreuses branches. Les mesures prises, soit l'achat accru de prestations préalables à l'étranger, le transfert d'emplois à l'étranger ou le gel des embauches par exemple, ont des conséquences directes sur la dynamique économique de la Suisse. Les entreprises concernées sont non seulement celles qui exportent, mais aussi leurs sous-traitants locaux, le commerce de détail et, dans une large mesure, le tourisme.

La conjoncture mondiale qui s'essouffle et la crise de la dette massive dans de nombreux pays de l'UE sont deux autres facteurs négatifs qui mèneront la Suisse au bord de la récession en 2012. economiesuisse part du principe que la zone euro stagnera en 2012 sur le plan économique et que les problèmes politiques ne se résoudreont pas rapidement. Les conséquences de ces divers facteurs négatifs sur la Suisse sont palpables depuis l'été. Si la croissance du PIB devrait atteindre près de 2% en 2011, cette progression a été enregistrée pour l'essentiel au premier semestre.

Baisse des exportations et hausse de l'activité dans le domaine de la

construction

La liste des branches qui s'attendent à une croissance négative en 2012 est longue. Cette baisse de la création de valeur est surtout problématique dans les branches exportatrices classiques, comme celles du métal et des machines, les industries textile, agroalimentaire et celle du papier. De plus, les industries chimique et pharmaceutique sont affectées par les efforts déployés par de nombreux États industrialisés pour réduire les dépenses. D'après Rudolf Minsch, chef économiste d'économiesuisse, les temps seront durs principalement pour le secteur du tourisme : « L'envolée du franc au cours de l'été a aussi eu une résonance internationale et redonné à la Suisse l'image d'un îlot de cherté ». Dans le secteur du tourisme, la croissance sera sans aucun doute négative en 2012. Les prévisions sont meilleures dans les domaines des assurances, du conseil, des transports et de l'informatique.

économiesuisse table sur une croissance réelle du PIB de 0,5 % en 2012. La conjoncture sera avant tout soutenue par le marché intérieur, même si de nombreux sous-traitants doivent s'adapter à une situation nouvelle. La croissance restera robuste dans le bâtiment et le génie civil. La consommation des ménages augmentera grâce à l'immigration et à la légère progression des salaires réels. La consommation des ménages bénéficie aussi d'un taux d'inflation bas. La baisse du prix des importations et la dynamique économique en Suisse pourront aussi se traduire par une brève phase d'inflation négative en 2012. Malgré des perspectives maussades, la demande de travailleurs qualifiés se maintient. De nombreuses personnes victimes de licenciement retrouvent rapidement un emploi. économiesuisse ne s'attend donc pas à une forte augmentation du nombre de chômeurs : pour 2012, l'organisation faîtière de l'économie prévoit un taux de chômage moyen de 3,6 %.

Crise de la dette au sein de l'UE : un défi pour la Suisse aussi

La crise de la dette a touché particulièrement durement les États membres de l'UE et la zone euro. Comme l'UE est le principal partenaire économique de la Suisse, l'évolution au sein de la zone euro doit être suivie de près. La Suisse a tout intérêt à ce que l'UE mette un terme à ses déséquilibres budgétaires structurels majeurs. L'UE est loin d'avoir surmonté la crise de l'endettement. Pascal Gentinetta, président de la direction d'économiesuisse, a déclaré à ce sujet : « Quelle que soit la structure financière que l'UE choisira, l'incertitude demeure quant à la capacité des gouvernements concernés à réaliser les réformes et les économies nécessaires, et ce à moyen et à long termes ».

Face à cette situation, la Suisse ne reste pas les bras croisés. Elle contribue déjà notablement à calmer la situation au travers de son engagement dans le cadre du Fonds monétaire international. À cela s'ajoute que la Banque nationale suisse détient 150 milliards d'euros environ à titre de réserves monétaires. La Suisse n'a ainsi pas à participer directement aux instruments de sauvetage de l'UE. Les conséquences sur la voie bilatérale entre la Suisse et l'UE sont difficiles à évaluer. Dans ce contexte des plus tendus, il reste à espérer que cette relation stable et fructueuse pour les deux parties ne sera pas inutilement contrariée par des questions politiques.

Pour plus d'informations :

[Slides de la présentation du 5 décembre 2011](#)

